



ARRÊTÉ TEMPORAIRE N° 2026/148T

Arrêté portant interdiction de stationnement et restriction de circulation, dans le cadre des travaux de renouvellement d'un branchement individuel de gaz, au 21 boulevard Gambetta à Poissy, du 2 mars 2026 au 1^{er} avril 2026

Le Maire,

Vu la demande en date du 26 janvier 2026, par laquelle la Société Tergi sollicite des mesures de restriction de stationnement et d'autorisation de circulation, afin d'effectuer des travaux de renouvellement d'un branchement individuel de gaz, du 2 mars 2026 au 1^{er} avril 2026, au 21 boulevard Gambetta à Poissy,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2122-21, L. 2122-24 et L. 2212-1 et suivants,

Vu le Code de la route, notamment les articles L. 110-3, L. 325-1 et suivants, L. 411-1 et suivants, R. 325-1 et suivants, R. 411-1 et suivants, R. 412-26 et suivants et R. 417-1 et suivants,

Vu le Code de la voirie routière, notamment les articles L. 113-2 et L. 116-2,

Vu le Code de la sécurité intérieure, notamment l'article L. 511-1,

Vu le Code de l'environnement, notamment l'article L. 541-2,

Vu le Code pénal, notamment les articles R. 131-41 et R. 610-5,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009, fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière, du 22 octobre 1963,

Vu la permission de voirie délivrée par le Conseil Départemental des Yvelines sous le n° UEEP-2026-038,

Vu l'arrêté permanent n° 2018/1205P du 25 octobre 2018, réglementant la circulation des véhicules de plus de 3,5 tonnes, dans diverses voies de Poissy,

Vu l'arrêté permanent n° 2022/800P du 4 juillet 2022, portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Georges MONNIER, deuxième adjoint au Maire, délégué aux espaces publics, à la propreté urbaine et à la commande publique,

Considérant que des travaux renouvellement d'un branchement individuel de gaz doivent être réalisés par la Société Tergi, du 2 mars 2026 au 1^{er} avril 2026, au 21 boulevard Gambetta à Poissy,

Considérant que la Société Tergi utilisera des véhicules de plus de 3,5 tonnes,

Considérant qu'il importe dès lors d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique, ainsi que celle des intervenants,

Considérant qu'il est donc nécessaire de réglementer la circulation et le stationnement,

ARRÊTE :

Article 1 :

Du 2 mars 2026 au 1^{er} avril 2026, dans le cadre de travaux de renouvellement d'un branchement individuel de gaz, au 21 boulevard Gambetta à Poissy :

- Le stationnement sera interdit de part et d'autre des travaux, sauf pour la société Tergi,
- Une déviation piétonne continue et sécurisée sera mise en place.

Article 2 :

Du 2 mars 2026 au 1^{er} avril 2026, dans le cadre des travaux de renouvellement d'un branchement individuel de gaz, au 21 boulevard Gambetta, à Poissy :

- La voie de circulation sera réduite sur une voie, boulevard Gambetta entre le boulevard de la Paix et le rond-point de l'Europe, à Poissy,

Article 3 :

Du 2 mars 2026 au 1^{er} avril 2026, la Société Tergi sera autorisée à emprunter des voies interdites à la circulation des véhicules de plus de 3,5 tonnes, en dérogation de l'arrêté permanent n° 306 du 21 novembre 1970 et de l'arrêté permanent n° 2018/1205P du 25 octobre 2018.

Article 4 :

Le bénéficiaire aura la charge de mettre en place la signalisation temporaire réglementaire correspondant aux prescriptions énoncées dans le présent arrêté, de part et d'autre du chantier. Il sera responsable des conséquences résultant d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation.

Article 5 :

Le bénéficiaire devra veiller à :

- maintenir les trottoirs et chaussées propres ;
- réduire au maximum la gêne apportée aux riverains ;
- maintenir un cheminement piétonnier continu et sécurisé ;
- évacuer par ses propres moyens tous les déchets générés (cartons et emballages) conformément à l'article L. 541-2 du code de l'environnement.

Article 6 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 7 :

Le Directeur Général des services et le Responsable de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 8 :

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité (publication, affichage, ou notification), auprès du Tribunal Administratif de Versailles (56 avenue de Saint Cloud, 78000 VERSAILLES) ou par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr.

Poissy, le 11 février 2026

**Pour le Maire et par délégation,
Georges MONNIER**

#signature#

**Le Deuxième Adjoint,
Délégué aux espaces publics,
À la propreté urbaine et à la commande publique**

Document publié sur le [site de la ville](#) le 12/02/2026